

2022 : des marchés agricoles à nouveau fragilisés

Après le retour à une certaine normalité en 2021, les exploitants agricoles subissent, en 2022, les conséquences de la guerre en Ukraine et des conditions météorologiques excessives. Les cultures souffrent d'une sécheresse historique et de températures estivales caniculaires. Si les rendements des céréales d'hiver restent corrects, ceux des céréales d'été chutent. Seules les campagnes légumières d'été sont satisfaisantes grâce à une météo propice à leur consommation. La récolte viticole déficitaire console par sa qualité. Le marché des fruits pâtit de la morosité économique. En effet, l'inflation généralisée inhérente au conflit russo-ukrainien freine la consommation. Conséquence de récoltes en baisse, les cours des graines flambent, et par ricochet ceux de l'alimentation animale. Les coûts de production atteignent des niveaux historiques mettant à mal les trésoreries des éleveurs. Les cotations animales progressent dans leur ensemble sous l'effet de cheptels en déclin et de coûts des intrants en hausse. La filière avicole régionale essuie une triple peine avec, en plus de la hausse des coûts, l'épizootie de grippe aviaire et les nombreux abattages sanitaires qui en découlent. Le marché des œufs et du lait traditionnel profite d'une embellie. A l'inverse, celui du lait biologique traverse une période difficile avec la baisse du pouvoir d'achat des consommateurs.

Economie internationale

En 2022, l'invasion russe en Ukraine et l'inflation galopante fragilisent la croissance mondiale. L'économie des pays de la zone Euro est résiliente. L'Espagne et l'Italie bénéficient de l'embellie de leurs activités touristiques. La France subit le ralentissement de sa production industrielle, du commerce extérieur et de la consommation privée. L'Allemagne souffre avec une industrie mise à mal. Au Royaume-Uni, la croissance est freinée par la

hausse du coût des importations suite à la dépréciation monétaire et au Brexit qui entravent les échanges. La réouverture du Japon aux touristes et les investissements relancent son économie. Les Etats-Unis résistent grâce à la solidité de l'emploi, aux investissements et aux exportations soutenues d'hydrocarbures. La croissance chinoise ralentit en raison de la crise immobilière et de la politique «zéro Covid» qui plombent l'activité, les investissements

par la fermeture d'entreprises, la consommation et les exportations. La Russie entre en récession. Les sanctions économiques des pays occidentaux l'isolent des marchés internationaux, limitant les transactions commerciales et financières. Mais ses ventes importantes de pétrole vers d'autres pays et la restriction des échanges de devises soutiennent en partie son économie. Le Brésil se porte mieux avec la reprise des services et de la production industrielle.

Météorologie : une année 2022 hors normes

L'hiver 2021-2022 détonne par sa grande douceur et un déficit pluviométrique exceptionnel. Ce dernier altère la recharge des nappes phréatiques qui est incomplète. Au printemps, le manque d'eau perdure dégradant davantage leur niveau. Dès janvier, la reprise de la végétation et la montée des températures, bien supérieures aux normales, aggravent la sécheresse des sols. La Loire passe au seuil d'alerte dès

le mois de mai, déclenchant le premier arrêté préfectoral de restriction des usages de l'eau en Loire-Atlantique. Les pluies orageuses de juin bénéficient à la végétation, mais les terres restent sèches en profondeur. Durant l'été, l'ensoleillement reste remarquable, la chaleur devient caniculaire et la sécheresse historique par sa durée. Les cultures d'été souffrent. Les pluies orageuses d'août humidifient juste les

sols. Courant août, la décharge des nappes amorce un ralentissement sous l'effet de la limitation des prélèvements. Septembre reste sec et chaud. Le dernier trimestre se déroule sous la douceur malgré une courte vague de froid la première quinzaine de décembre. Le retour des précipitations tant attendues ne compense pas le déficit cumulé avec un niveau des nappes, fin 2022, en deçà de celui de l'année précédente.

Grandes cultures : la guerre en Ukraine bouleverse les marchés des céréales et des oléoprotéagineux

Pour la récolte 2022, les Pays de la Loire enregistrent des rendements corrects en colza et en céréales à paille, mais décevants en maïs et en tournesol. Les rendements en colza et en céréales à paille sont cependant très hétérogènes. Ils sont très satisfaisants

en sols profonds ; en revanche, en sols peu profonds, les cultures ont pâti de la sécheresse du printemps. Par rapport au rendement régional moyen 2017-2021, celui de 2022 est stable en orge d'hiver ; il est supérieur de 2 quintaux en colza et en blé tendre.

La qualité régionale du blé tendre est satisfaisante, avec notamment un taux de protéines de 11,3 % (taux national : 11,4 %). Le maïs et le tournesol sont très impactés par la sécheresse et les températures caniculaires de l'été. Par rapport au rendement régional moyen

2017-2021, celui de 2022 est inférieur de 7 quintaux en tournesol et de 22 quintaux en maïs grain.

L'impact de la guerre en Ukraine sur les cours des graines est considérable. En mer Noire, les ports ukrainiens sont bloqués et l'activité des ports russes est très ralentie. Or, la Russie et l'Ukraine représentent notamment 30 % des exportations mondiales de blé, 20 % de celles de maïs et 20 % de celles de colza. Les cours des graines atteignent des niveaux record. En mai, le prix moyen du blé rendu Rouen cote 402 €/tonne et celui du maïs rendu Bordeaux, 351 €/tonne. En avril, le prix moyen du colza rendu Rouen culmine à 1 009 €/tonne ! Sous l'égide de l'ONU et de la Turquie, la Russie et l'Ukraine signent le 22 juillet un accord pour la reprise en mer Noire des exportations portuaires de graines. Par ailleurs, les marchés craignent une récession mondiale du fait surtout de l'inflation et de la crise énergétique : la demande mondiale en graines pour l'alimentation humaine et animale baisse, ainsi que pour la production de biocarburants. Les cours des graines se replient fortement durant le second semestre.

Tableau 1 : rendements régionaux corrects, sauf en maïs et tournesol
Surfaces, rendements et productions des grandes cultures en Pays de la Loire - récolte 2022

Cultures	Surface 2022 (ha)	Évolution 2022 / 2017-2021	Rendement 2022 (q/ha)	Évolution 2022 / 2017-2021	Production 2022 (1 000 q)	Évolution 2022 / 2017-2021
Céréales : 666 375 ha dont						
Blé tendre	368 610	0 %	70	2 %	25 803	2 %
Orge d'hiver	75 575	14 %	64	0 %	4 837	14 %
Orge de printemps	5 575	-42 %	51	4 %	284	-40 %
Triticale	39 975	23 %	57	0 %	2 279	23 %
Blé dur	23 345	-12 %	65	1 %	1 517	-11 %
Avoine	5 035	-10 %	54	-1 %	272	-11 %
Maïs grain *	119 680	-11 %	67	-24 %	8 019	-32 %
Oléoprotéagineux : 168 210 ha dont						
Colza	85 280	13 %	34	6 %	2 900	20 %
Tournesol	60 650	65 %	20	-25 %	1 213	24 %
Pois protéagineux	3 590	-38 %	35	-3 %	126	-40 %
Maïs fourrage	235 565	-8 %	94	-22 %	22 143	-29 %

Source : Agreste - Statistique agricole annuelle provisoire - et FranceAgriMer Pays de la Loire

N.B. : les surfaces sont celles de la PAC 2022, quasi-définitives

* Maïs grain : dont 20 450 ha de maïs grain humide ; la surface globale grain + fourrage baisse de 9 % par rapport à 2017-2021

Tableau 2 : prix moyens du blé tendre, du maïs et du colza

Cultures	Prix moyen 2022 (€/tonne)	Prix moyen 2021 (€/tonne)	Évolution 2022 / 2021	Prix moyen 2017-2021 (€/tonne)	Évolution 2022 / 2017-2021
Blé tendre rendu Rouen	339,7	238,9	42 %	189,0	80 %
Maïs rendu Bordeaux	313,5	221,8	41 %	174,9	79 %
Colza rendu Rouen	721,4	559,5	29 %	406,5	77 %

Source : Agreste - bulletin mensuel de conjoncture

Pommes et poires : des marchés atteints par la morosité économique

En **poires**, la campagne 2021-2022 est laborieuse. Malgré une récolte 2021 réduite, les stocks s'écoulent lentement, les calibres majoritairement petits trouvant difficilement preneur. Les prix fermes du début de campagne sont davantage discutés. Avec l'arrivée précoce des fruits d'été, le marché est déclaré en crise du 1^{er} au 20 juin. Les lots restants sont dégagés vers l'industrie. Peu touchés par le gel printanier, les vergers souffrent du manque d'eau qui altère le grossissement des fruits. Compte tenu de la baisse conjuguée des rendements et des surfaces, la production régionale

fléchit de 6 % sur un an, à l'inverse de la tendance nationale et européenne, portée par de meilleurs rendements. Les chaleurs estivales favorisent les taux de sucre et donc la qualité gustative des fruits. La campagne 2022-2023 débute précocement avec des ventes modérées, des prix stables et proches de ceux de 2021.

En **poires**, la fin de saison 2021-2022 est en demi-teinte avec une demande absente et des petits calibres difficiles à écouler. Les prix restent soutenus par des stocks au plus bas. Après une récolte 2021 déficitaire, les volumes régionaux,

nationaux et européens retrouvent un niveau correct. Les rendements sont satisfaisants avec des fruits de belle qualité, les surfaces continuent de progresser. La récolte 2022-2023 de poires est également en avance avec des ventes régulières mais faibles. Les prix sont sous les niveaux élevés de 2021, mais au-dessus de la moyenne 2017-2021. Le milieu arboricole est inquiet face aux coûts de production en hausse et aux prix de vente en recul liés à une faible consommation affectée par l'inflation.

Légumes : des légumes d'été favorisés par une météo propice à leur consommation ; des légumes d'hiver à la peine

La fin de campagne 2021-2022 en **poireau d'hiver** est laborieuse avec une demande peu intéressée et des prix inférieurs en glissement annuel. Les ventes en **poireau primeur** sont correctes, mais les prix restent à un niveau décevant. Les transactions en **poireaux d'hiver** 2022-2023 sont sporadiques avec des tarifs discutés. La campagne en **concombres** est satisfaisante par ses transactions fluides et ses prix soutenus. En fin de campagne 2021-2022 de la **mâche**, l'équilibre entre l'offre et la demande est fragile avec des prix en baisse continue. Le début de saison 2022-2023 n'est guère porteur. La surabondance de l'offre, stimulée par la douceur automnale, ne peut être absorbée par la demande et

les prix ne cessent de se dégrader. En **radis**, le marché cherche souvent son équilibre avec une offre peu abondante qui suffit à la demande. Les prix oscillent tout en restant proches des valeurs de 2021. En **salades**, le début de la saison est favorable avec une offre modérée, une demande dynamique et des prix élevés. Le marché varie ensuite au gré d'une offre hivernale excédentaire, estivale et automnale déficitaires. Après avoir chuté au printemps, les cours progressent et atteignent un niveau tel que, malgré leur repli en octobre en raison de l'offre abondante, ils restent au-dessus des valeurs de 2021. La récolte de **melons**, précoce et abondante, se télescope avec la production espagnole

tardive. Cet excès d'offre fait chuter les prix et le melon est déclaré en crise conjoncturelle en juin. Par la suite, l'offre plus modérée et le dynamisme de la demande rééquilibrent le marché. Les prix remontent et se maintiennent à des niveaux supérieurs à ceux de 2021. Le début de campagne en **tomates** est correct. La demande assidue et l'offre modérée portent les cours à un niveau si élevé que le marché doit se repositionner à la baisse pour garder sa fluidité. Il devient irrégulier en été avec une offre et des cours fluctuants ; il traverse une crise conjoncturelle en août. A l'arrivée de l'automne, l'offre se réduit et les cours repassent au-dessus des valeurs de 2021.

Viticulture : un millésime 2022 qualitatif à défaut d'être quantitatif

La douceur hivernale et printanière réveille la vigne précocement, la rendant plus sensible aux épisodes climatiques. Ainsi, les gelées d'avril et les grêles de juin affectent localement le vignoble. La sécheresse persistante et les fortes

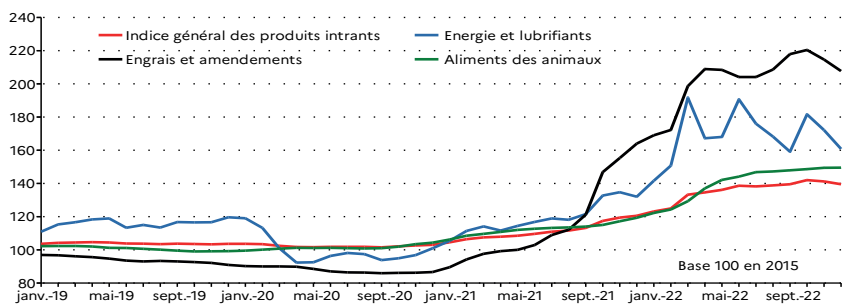
chaleurs estivales favorisent un bon état sanitaire des vignes, mais altèrent également leur potentiel de rendement. Les pluies tant attendues de septembre sont trop tardives pour certains cépages. La récolte 2022 dépasse toutefois les

faibles volumes de 2021 et la qualité de ce millésime compense en partie le manque de volume. La campagne de commercialisation 2022-2023 démarre timidement avec des prix soutenus par des stocks peu élevés.

Intrants : niveau historique des coûts de production

En 2022, l'augmentation importante de l'indice du prix d'achat des moyens de production agricoles fragilise la santé financière des exploitations (+ 21,9 % en évolution des moyennes annuelles de 2022 sur 2021). La forte demande mondiale en grains combinée à la baisse des productions (sécheresse, guerre en Ukraine) génère une forte volatilité des cours des céréales qui atteignent des niveaux record, se répercutant sur le prix de l'alimentation animale (+ 40,7 %). Les cours du pétrole restent fermes, conséquence d'une production volontairement limitée. Les tensions sont plus fortes pour le gaz. La Russie, grand fournisseur, restreint les approvisionnements en Europe. Avec

Graphique 1 : la charge exponentielle des coûts de production marque le pas au dernier trimestre



Source : Insee - Agreste

la reprise économique qui accroît les besoins, le poste énergie survole de 41,6 % la moyenne de 2021. Les cours des engrais et amendements explosent (+ 74,9 %) sous l'effet conjugué de la flambée du

prix du gaz, à la base de la fabrication des engrais azotés, de la baisse de production des fertilisants par l'arrêt de chaînes de fabrication et des coûts d'import majorés par un euro faible.

Viande bovine et ovine : l'année 2022 restera marquée par une offre de nouveau en baisse, des cotations souvent jamais atteintes, une sécheresse historique et une flambée des coûts de production

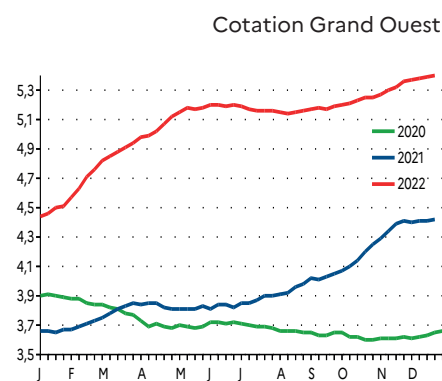
La décapitalisation du cheptel bovin, amorcée dès 2016, s'est accélérée en 2022 notamment sous l'effet conjugué du déficit fourrager (sécheresse forte et prolongée) et de l'importante progression des coûts de production. Les abattages régionaux et nationaux s'en ressentent par leur baisse généralisée. La décapitalisation des **vaches allaitantes** est soutenue, portée pour partie par le niveau des cotations proposées pour la viande et le contexte particulier de l'année 2022. Les **vaches laitières** enregistrent également une baisse d'effectifs malgré un prix du lait assez rémunérateur. Avec des naissances moins nombreuses, les disponibilités en **broutards** et **jeunes bovins** diminuent aux niveaux régional, national et européen. Le marché des broutards doit donc composer avec une offre en déclin, favorable à des niveaux de cotations élevés, mais limitante pour répondre à la fois aux demandes d'exportations et aux besoins du marché national. Les ventes en **veaux de boucherie** sont globalement fluides avec une offre maîtrisée et une demande en adéquation. Les cotations sont supérieures aux valeurs 2021 et les abattages se réduisent, conséquence des moindres mises en place dans les ateliers. Dans leur ensemble, les cotations

bovines 2022 affichent donc des niveaux inédits tirés par la faiblesse de l'offre, tant française qu'européenne, et par une demande assez dynamique. Pour l'éleveur, la revalorisation générale des cours des bovins est toutefois grignotée par celle des intrants. Dans ce contexte, malgré une forte inflation des prix, la demande en viande bovine résiste. En revanche, le solde du commerce extérieur se dégrade, en volume comme en valeur, avec des exportations en repli

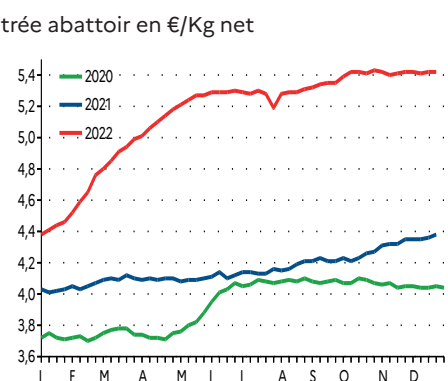
et des importations en hausse notamment pour répondre à la demande de la restauration hors domicile.

Le marché **ovine** est en 2022 assez équilibré. La reprise relative des importations de viande ovine compense le recul structurel de la production, permettant ainsi de satisfaire une demande présente mais pas très dynamique. Les cours maintiennent de ce fait leur haut niveau de 2021.

Graphique 2 : avec une moyenne de 5,06 €/kg, les cours du jeune bovin Cat. R survolent la moyenne quinquennale 2017-2021 (3,83 €/kg)



Graphique 3 : les cours de la vache à viande Cat. R atteignent des niveaux record avec une moyenne de 5,13 €/kg en 2022



Source : FranceAgrimer

Lait : embellie pour le lait conventionnel ; difficultés pour le lait biologique

La production ligérienne de **lait de vache** est stable (+ 0,3 % sur un an), tirée par le bon niveau de collecte du 1^{er} trimestre. Les fourrages abondants de l'automne 2021 favorisent la productivité ; le prix du lait (+ 18,7 % sur un an), stimulé par les moindres disponibilités nationales et la tendance inflationniste, incite les éleveurs à modérer les réformes. Dans la plupart des autres régions, la sécheresse plus sévère, le manque d'herbe, l'érosion sensible du cheptel et la hausse des coûts de l'alimentation animale, qui limite le recours aux concentrés, affectent

davantage la collecte qui, au niveau national, fléchit de 0,8 % sur un an. La production régionale en lait biologique ralentit sa progression (+ 5,8 % en 2022, + 15,8 % en 2021). Le prix du lait est peu revalorisé (+ 0,7 % sur un an) en raison des excédents de production et du repli de la consommation de produits laitiers bio, lié à la baisse du pouvoir d'achat. Il se retrouve même, au moment du pic printanier de collecte, sous le niveau du prix du lait conventionnel. Les marges moins encourageantes freinent les conversions et accélèrent les cessations.

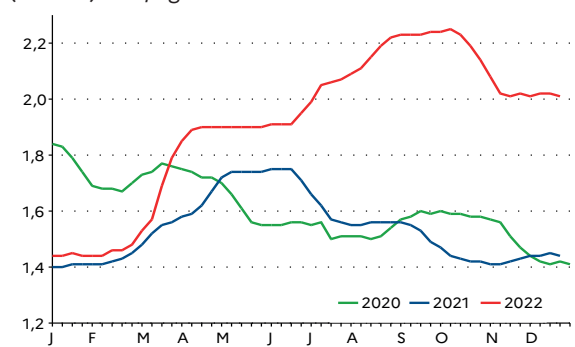
En **lait de chèvre**, le prix rémunérateur encourage les éleveurs à maintenir leur niveau de collecte. Les fourrages de qualité de l'automne 2021 et le développement du troupeau laitier soutiennent la production ligérienne au 1^{er} semestre. Mais la fin de ces stocks conjuguée à un manque d'herbe pénalise la productivité des chèvres dès le mois de juin. La collecte s'en ressent : + 0,9 % en 2022 contre + 2,4 % en 2021 et + 6 % en 2020. Le prix moyen reste ferme (+ 7 % sur un an).

Porc : des trésoreries mises à mal malgré des voyants au vert

Avec une production nationale en hausse, la Chine limite ses importations depuis le 2nd semestre 2021. Les volumes européens redirigés vers d'autres pays asiatiques ne compensent pas la baisse des achats chinois. L'année 2022 débute donc dans un marché plus concurrentiel entre voisins européens. A la sortie de son creux hivernal, la demande se réveille. Face à une offre européenne amoindrie par le déclin de son cheptel, le marché se fluidifie rapidement et les prix à la production progressent. Conséquence du bas niveau de l'offre française, les cours nationaux suivent la hausse des cours européens en période d'activité et restent stables quand ces derniers reculent en période d'accalmie. L'augmentation automnale de la production satisfait la demande en vue des fêtes de fin d'année. Les cotations

françaises maintiennent leurs hauts niveaux. L'année se termine avec un prix moyen annuel à 1,94 €/kg, supérieur de 24 % à celui de 2021. Malgré cette embellie, les coûts de production pèsent sur les résultats financiers des exploitations, générant la mise en place de dispositifs d'aides d'urgence afin de soutenir les élevages de porcs. Les volumes ligériens annuels abattus (en teg) fléchissent sur un an (- 1,4 %), à l'image des abattages nationaux (- 2,4 %). La restauration hors domicile reprend et les achats des ménages à domicile diminuent légèrement en raison de l'inflation. Avec des exportations en repli et des importations en hausse,

Graphique 4 : en 2022, la cotation du porc enregistre à son plus haut niveau un prix de 2,25 €/kg
Cotation Porc classe E+S (TMP>54%) Centre-Ouest (Nantes) en €/Kg net



Source : FranceAgrimer

le solde des échanges extérieurs est déficitaire en volume et valeur.

Volailles : une filière impactée par une crise sanitaire historique et le conflit russo-ukrainien

Au printemps, la région est touchée par une épizootie d'influenza aviaire hautement pathogène. Plus de 800 foyers sont détectés, dont des élevages de reproducteurs et des accouvoirs, nécessitant entre autres abattages et vides sanitaires. Après une pause estivale, l'épizootie revient, imposant la mise à l'abri des volailles et, début décembre, des mesures de dépeuplement de certains élevages en Vendée, Maine-et-Loire et Loire-Atlantique. Les volumes annuels de volailles abattues, régionaux et nationaux, chutent. La filière **canards** est la plus atteinte (- 49 % sur un an en région). Les mises en place de canetons

autorisés dès août sont limitées, les cheptels de reproducteurs ayant été touchés. Les volumes abattus de **dinde** reculent de 32 % comparés au niveau de 2021, ainsi que les mises en place de dindonneaux, vu la moindre consommation de viande de dinde et la situation sanitaire. Les abattages de **poulets** baissent plus modérément (- 9 %), ces derniers étant moins sensibles à la souche de virus en circulation. Le prix des aliments des volailles suit la hausse des cours des matières premières et génère une revalorisation des prix moyens à la production. La consommation est essentiellement tirée par la restauration

hors domicile, l'inflation freinant les achats des ménages.

Conséquence de l'épizootie de grippe aviaire et des mesures prises pour la juguler, la production nationale d'**œufs de consommation** fléchit de 1,6 % sur un an. Dans un marché assez actif et dans le sillage de la hausse des coûts des intrants, le prix à la production augmente.

Les années se ressemblent pour la filière **lapins** avec des abattages en repli (- 11 %), des charges plus élevées, un prix à la production majoré et une demande qui reste faible.